

Un territoire face à ses choix de développement

EAS EN DÉBAT

par Cédric Lefebvre

Voici un territoire qui s'affiche sous un bon jour : son patrimoine historique est riche, sa culture provençale est séculaire, son climat est doux, sa nature est préservée, les citoyens sont consultés... donc, logiquement, le développement est durable. Le mot est lâché, ce terme qui fait tant couler d'encre et de salive, outil de communication mensongère pour certains, facteur de changement pour d'autres. Qu'en est-il vraiment dans la Provence Verte, située dans l'arrière pays varois, qui avec sa charte de Pays passe pour être en avance sur d'autres territoires en matière de développement durable ? Quelle est la volonté politique, quels actes sont mis en place, et surtout quels changements sont induits pour le territoire ?

un développement effréné

La situation géographique n'est pas anodine, le territoire non plus. Le Var est un département riche, essentiellement par le tourisme. Le fronton méditerranéen, aux aménagements bigarrés et souvent de mauvais goût, est un espace urbain saturé où la spéculation foncière va bon train. Mais il ne faut pas se fier au luxe ostentatoire qui masque souvent des réalités socio-économiques moins reluisantes. C'est donc logiquement dans l'arrière pays varois que de plus en plus de personnes viennent chercher une certaine qualité de vie. La Provence Verte connaît une démographie galopante : en moyenne la population a doublé en moins de vingt cinq ans, et a même été décuplée dans le village de Rocbaron. Dans cette zone géographique fortement résidentielle, quatre actifs sur dix quittent chaque jour le territoire pour aller travailler dans les agglomérations marseillaise, aixoise et toulonnaise. Et le possible passage par l'arrière pays varois de la LGV (ligne à grande vitesse), qui joindra Nice à Paris sans passer par Marseille, risque encore d'accroître le phénomène. Aix serait à vingt minutes et Paris à moins de quatre heures. De quoi attirer des urbains en mal de nature. Mais qui dit augmentation démographique ne dit pas forcément politique de transports en commun adaptés. Comme – presque – partout dans le monde rural se déplacer en Provence Verte est difficile sans véhicule personnel. 33 000 voitures quittent chaque jour le territoire pour aller vers Marseille, Aix et Toulon, nourrissant les bouteillages quotidiens et les pics de pollution de l'ozone. L'association « Train avenir centre var » bat pour la réouverture de la ligne ferroviaire Carrouges-Gardanne, qui rejoint les lignes Marseille-Gap et Toulon-Nice. Une nécessité si l'on veut à la fois décongestionner les routes, lutter contre l'émission de CO2 et désenclaver le territoire.

crise économique, pression foncière

Avec un taux de chômage de 18% et un niveau de qualification très bas, le territoire connaît lui aussi une forte crise économique et sociale. L'économie locale est essentiellement résidentielle : hormis les services publics, principal employeur (33% des emplois totaux), les autres secteurs créateurs d'emploi sont le bâtiment (9%) et l'agriculture (essentiellement, 6%). Mais il ne faut pas s'y tromper : le bâtiment est tiré par la croissance démographique, seule l'agriculture crée de l'emploi durable, ce qui témoigne de la grande dépendance du territoire vis à vis de l'extérieur.

Comme ailleurs le prix du foncier s'est envolé. après de longues réunions de concertation avec Beaucoup de familles se retrouvent prises au piège : après avoir vécu chichement toute leur vie dans un terrain d'être acquis. A l'ARDL (agence régionale de développement local), on voit le conseil de développement de la Provence Verte, comme une instance qui se cherche. « Ce Conseil de développement Face aux ardeurs des promoteurs immobiliers, certaines stratégies nécessaires pour mettre en oeuvre les chartes de Pays, sinon elle restera lettre morte. Les citoyens constructibles pour faire baisser les prix (effacement de la loi de l'offre et de la demande) sont à renforcer, pour clarifier les missions et D'autres s'y opposent arguant des effets néfastes du fonctionnement du conseil de développement. D'une urbanisation trop rapide sur l'aménagement du territoire, la qualité de l'urbanisme, l'environnement traduit pas encore en actes. » D'ailleurs, l'Union nationale des acteurs et structures de développement local), voit la région Paca comme une terre de mission pour la coopération intercommunale et les projets de territoire.

Plus que de valeur ajoutée le territoire a besoin de se constituer un capital social et culturel, de valoriser ses savoir-faire et son identité. Les richesses sociales sont bien plus précieuses pour un territoire que les dividendes versés aux actionnaires.

En matière d'économie sociale et solidaire des filières entières

sont à créer, notamment du côté de l'éco-construction



Un territoire que les dividendes versés aux actionnaires.

Gérard Rintjema, directeur d'un bureau d'étude sur l'éco-construction, est membre du Conseil de développement en tant qu'acteur économique, et témoigne : « le territoire couvert par le Pays de la Provence Verte est cohérent au départ, mais devient de moins en moins efficace à cause des politiques. Par exemple la collecte des déchets morcelle et devient de moins en moins efficace. Les intentions politiques existent, mais faute de vision globale et de stratégie les actes se résument à du saupoudrage et n'induisent pas vraiment de changements sur le territoire. Il manque un agenda politique. »

bloccages politiques

Le territoire souffre du manque de personnel politique à même de penser un projet cohérent. Mickaël Latz témoigne : « très peu d'élus voyaient le conseil de développement d'un bon oeil, les élus français ne sont pas habitués à gérer leur commune avec les habitants. Il a fallu faire beaucoup de pédagogie auprès d'eux. Au départ Huber Falco (Maire de Toulon, ndr) a réuni les maires concernés et tout le monde s'est mis au garde à vous pendant deux ans, Alfred Gautier, maire du Val de Manne est devenu Président. Il faut maintenant trouver un successeur à cet homme de 86 ans, ses potentialités sont rares. Il y a quand même une jeune génération de Maires qui veulent faire-les choses. »

Si au départ, le projet de territoire a été produit

un territoire d'expertise sur l'éco-construction

Plusieurs acteurs perçoivent la possibilité de développer sur le territoire un pôle d'expertise autour de l'éco-construction : énergie solaire, filière bois-énergie, isolation en paille, formations... Les ressources ne manquent pas et les idées non plus. Ainsi Gérard Rintjema, spécialiste en éco et auto-construction, projette l'ouverture d'un centre de formations sur le sujet : expositions sur les matériaux et techniques de construction. « Notre territoire ne produit presque rien, tous les matériaux sont importés, il faut créer des filières locales, c'est un grand chantier pour l'économie solidaire. »

D'autres parlent d'une université du développement durable appliquée sur le territoire. D'autant qu'une vraie volonté politique et l'utilisation de certains leviers (fiscalité, logements sociaux...) fait aisément mentir le poncif selon lequel l'habitat de qualité écologique est un luxe de classes sociales éclairées. Spécialiser le territoire dans l'auto-éco-construction serait une façon de répondre à la fois à l'écologie, développer un capital social-propre au territoire, prendre en compte l'explosion démographique et la demande de logement. Reste que devant l'appétit sans fin des grands groupes de BTP, une vigilance citoyenne s'impose pour que l'auto-éco-construction demeure une alternative à la marchandisation effrénée, et contribue à « faire société ensemble ».

La Provence Verte le restera-t-elle longtemps ?

INTERVIEW

Ouvert et durable

« notre territoire peut montrer l'exemple »

La dynamo : Quel est le projet de Ouvert et Durable ?

Anne Joly : L'association existe depuis 2001 pour développer l'habitat sain et durable et le rendre accessible au plus grand nombre. « Ouvert » pour ouvert à tous et « durable » car l'association s'inscrit dans la démarche du développement durable, que je préfère qualifier maintenant de « décroissance durable ». C'est-à-dire les efforts consentis par la plupart des Etats pour produire le moins de déchets possible et que ces déchets soient le plus biodégradables possible, afin de préserver l'environnement.

L'habitat sain (écologique) concerne l'habitation et l'environnement où s'implante cette habitation : conception et implantation selon les principes de la bioclimatique, énergies renouvelables, réseaux et fluides (adduction d'eau, électricité...), matériaux sains et naturels, techniques d'assainissement alternatif (filtres plantés), électricité biocompatible...

Un matériau est sain lorsqu'il est inoffensif pour la santé des êtres vivants et pour le milieu naturel, depuis sa fabrication jusqu'à sa destruction en passant par sa mise en oeuvre ; matériau biodégradable, il est respirant (il laisse passer la vapeur d'eau). Sa fabrication ne doit pas être énergivore et être la moins polluante possible. La terre (surtout crue), les végétaux (bois et plantes fibreuses), les pierres (chaux, sables...) sont des matériaux sains.

Au sein de l'association, il s'agit de donner des informations et des conseils, donner des compétences, échanger des connaissances, des expériences et les mettre en pratique. La structure de départ est une association, pour évoluer en une coopérative qui produit des matières premières accessibles à tous, transforme, et les met en application.

La Dynamo : comment voyez-vous votre territoire dans le futur ?

A. J. : Dans le futur, notre territoire peut s'orienter vers une politique citoyenne et équitable et « montrer l'exemple » en développant les énergies renouvelables, la construction écologique, l'agriculture biologique, le partenariat avec les populations... Voilà un scénario optimiste qu'il serait intéressant de soutenir.

La Dynamo : Que pensez vous des orientations du Pays en matière de développement durable ? contribue-t-il à faire société autrement ?

A. J. : Je pense que le pays pourrait accélérer et multiplier ses actions en faveur du « développement-durable actions se rapprochent du discours.

Depuis la conférence de Rio (en 1992) à l'échelle de la planète nombre de responsables politiques ont pris conscience des effets pervers de la production et de la société de consommation : la pollution rejetée dans l'atmosphère et les océans inquiète les populations et les dirigeants, la conscience écologique existe.

Seulement nous pouvons constater avec regrets que les efforts consentis par la plupart des Etats pour produire le moins de déchets possible ont été très limités ; en ce qui concerne la France, et encore plus le sud de la France, on peut regretter que la production d'énergies renouvelables (les énergies du soleil) soit très peu développée : le solaire thermique est beaucoup plus utilisé en Grèce, en Turquie ou même en Allemagne (pays qui reçoit pourtant moins de soleil...)

Pourtant dès les années 60 des programmes pour développer les énergies solaires ont existé (Dans le sud-ouest de la France, centrale solaire d'Odeillo) et des budgets publics depuis les années 70 auraient pu être alloués pour développer les énergies solaires ; la France a préféré s'orienter vers le tout nucléaire et malgré tous les discours en faveur de ce « développement durable » nous nous trouvons confrontés à la rentabilité à court terme... Pour faire « société autrement », une société « durable » et non plus du « jetable », les moyens de tous les individus seraient nécessaires, mais plus encore les volontés à l'échelle des territoires et des décideurs...

Seulement nous pouvons constater avec regrets que les efforts consentis par la plupart des Etats pour produire le moins de déchets possible ont été très limités ; en ce qui concerne la France, et encore plus le sud de la France, on peut regretter que la production d'énergies renouvelables (les énergies du soleil) soit très peu développée : le solaire thermique est beaucoup plus utilisé en Grèce, en Turquie ou même en Allemagne (pays qui reçoit pourtant moins de soleil...)

Pourtant dès les années 60 des programmes pour développer les énergies solaires ont existé (Dans le sud-ouest de la France, centrale solaire d'Odeillo) et des budgets publics depuis les années 70 auraient pu être alloués pour développer les énergies solaires ; la France a préféré s'orienter vers le tout nucléaire et malgré tous les discours en faveur de ce « développement durable » nous nous trouvons confrontés à la rentabilité à court terme... Pour faire « société autrement », une société « durable » et non plus du « jetable », les moyens de tous les individus seraient nécessaires, mais plus encore les volontés à l'échelle des territoires et des décideurs...

ressources

Une bonne synthèse de l'Insee sur le territoire www.insee.fr/fr/insee_regions/provence/publi/liste_sie.htm (choisir le numéro 91)

❑ PAYS DE LA PROVENCE VERTE

Pour toute information sur le Conseil de Développement de Pays : sa composition, les dates de réunions, les chantiers en cours..., mais aussi obtenir le Contrat et la Charte de Pays, contacter le Syndicat Mixte. 4 rue d'Entraigues BP14 83171 Brignoles. ☎ 04 94 37 02 20 contact@paysprovenceverte.fr – www.paysprovenceverte.fr

❑ DEFIE (DÉVELOPPER ET FAVORISER LES INITIATIVES ENTREPRENEURIALES)

Dispositif d'accompagnement des créateurs d'entreprise du territoire pour les aider dans le montage et la réalisation de leur projet de création ou de reprise d'entreprise. ☎ 04 94 77 22 08 – defie@paysprovenceverte.fr - Brignoles

❑ TRAIN AVENIR CENTRE VAR

Pour la réouverture de la ligne de train Carnoules-Gardanne. <http://tacv.monsite.wanadoo.fr>

❑ 26 ET 27 NOV. 2004

Journées de l'économie sociale et solidaire : « produire et consommer autrement en Provence Verte » Journées organisées par le Syndicat Mixte du Pays et l'Apeas. Informations et synthèse sur : www.apeas.fr/article.php3?id_article=62.

❑ ARTICLE « RMB, POUR UN DROIT À SE DÉPLACER »

Portrait du garage social RMB à Brignoles, La Dynamo 39 – janvier 2006. A télécharger sur www.apeas.fr.

❑ LE GUIDE DE LA CONSOMMATION RESPONSABLE ET SOLIDAIRE

Pour connaître les acteurs de la consommation responsable du var et les contacter. Edité par l'Apeas, 2005, 8€. Commande sur www.apeas.fr ou vau@04.91.99.02.40

Contact

Association Ouvert et Durable
4405, chemin de Correns
83570 Cotignac
☎ 04 94 77 76 25
annearchi.joly@free.fr

Propos recueillis par Cédric Lefebvre

MINI GALERIE



Boulangerie traditionnelle en Provence Verte



Lauréats du concours DEFIE (voir « ressources »)



Basilique de Saint-Maximin la Sainte-Baume